



**EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES
AU 21/12/2014**

PREAMBULE :

Les chiffres communiqués à travers ce document ont un caractère provisoire. En effet certaines banques n'ont pas encore tenu leur assemblée générale. Il est possible que des modifications surviennent par la suite.

1. INTRODUCTION

En 2014, l'APBEFS a enregistré l'adhésion de la Banque pour le Commerce et l'Industrie – Sénégal. Nous avons relevé sur le site web de la BCEAO que la BGFIBANK SENEGAL a été agréée en qualité de banque par arrêté ministériel n°00744/MEFP/DMC du 22 janvier 2015. Ainsi, au Sénégal, le nombre de banques passe à 22 et celui des établissements financiers se maintient à 2, soit au total 24 établissements de crédit pour assurer le financement de l'économie à travers un réseau fort de près de 378 agences et bureaux.

EVOLUTION DU RESEAU BANCAIRE DEPUIS 1999

Année	Nombre de Banques	Nombre Ets Financiers	Total	Total Agences et Bureaux
1999	10	5	15	66
2000	10	4	14	73
2001	11	4	15	92
2002	11	3	14	103
2003	12	3	15	113
2004	12	2	14	130
2005	17	3	20	167
2006	18	4	22	198
2007	17	4	21	214
2008	16	3	19	265
2009	18	3	21	286
2010	19	2	21	304
2011	19	2	21	336
2013	20	2	22	367
2014	21	2	23	env. 378

2. S
TA
TIS
TIQ
UE
S
DE
S
RES
SO
UR
CES
ET
DE
S
EM
PL
OIS
DE
S
BA
NQ
UE
S
AU
SE
NE

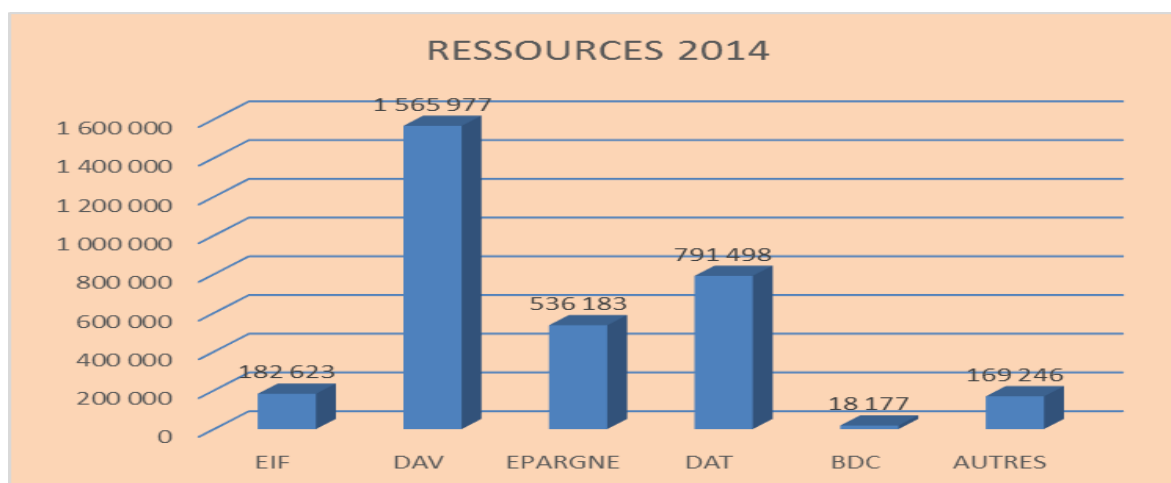
Vingt banques sont en production au 31/12/2014. Leurs réalisations individuelles vont:

- pour les ressources: de 11 Mds de FCFA à 554 Mds de FCFA ;
- pour les emplois: de 8,6 Mds de FCFA à 439,1 Mds de FCFA

Les emplois au 31/12/2104 se chiffrent, hors engagements par signature (EPS), à un total de 2 824,3 Mds de FCFA.

Ce niveau d'engagements a été rendu possible grâce à des ressources de 3 263,7 Mds de FCFA qui assurent ainsi une couverture des emplois à hauteur de 115,55%.

2.1. Les ressources



ressources en millions de FCFA

Le montant total des réalisations de 3 263,7 Mds se répartit comme suit :

	Nombre de banques	Total réalisé par groupe	% sur global 2 824,3 Mds	observations
Réalt°>200Mds	5	2 076,1 Mds	63,61%	3 banques réalisent 73,76% des réalisations des 5
200>réalt°>100	5	740,6 Mds	22,69%	-
Réalt°<100 Mds	10	447 Mds	13,69%	-

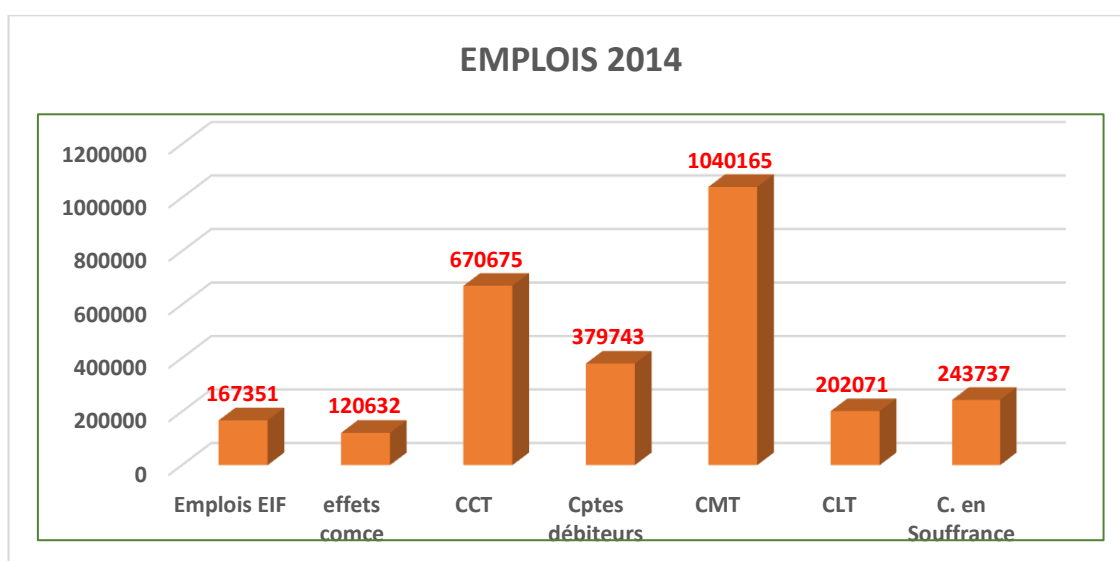
Le niveau atteint par les ressources collectées a été rendu possible grâce :

- aux dépôts (notamment les DAT) des Ets et Institutions Financières (EIF) avec une réalisation de 125,8 Mds ;
- aux dépôts des autres agents économiques (AAE) : Etat et organismes assimilés, sociétés d'Etat, entreprises et particuliers pour un total de 3 081 Mds, soit 94,42% du total des ressources du système bancaire. Les ressources collectées auprès des AAE se répartissent comme suit :

- dépôts à vue (DAV) : 1 565,9 Mds, part la plus importante ;
- dépôts en comptes épargne : 536,1 Mds ;
- dépôts à terme (DAT) : 791,4 Mds ;
- bons de caisse (BDC) : 18,1 Mds ;
- autres dépôts: 169,2 Mds.

Ce chapitre AAE constitue le noyau central des ressources des banques. On note cependant le recours au marché interbancaire, au refinancement auprès de la BCEAO ainsi qu'une volonté d'orientation vers d'autres sources comme le marché financier, ce qui a valu la première entrée en bourse (BRVM) d'une banque sénégalaise en décembre 2014. Les APBEF et la FAPBEF cherchent à obtenir l'amélioration des conditions d'accès des banques au marché financier régional.

2.2. Les emplois



emplois en millions de FCFA

Le montant total des réalisations de 2 824,3 Mds se répartit comme suit:

	Nombre de banques	Total réalisé par groupe	% sur global 2 824,3 Mds	observations
Réalt°>200Mds	6	1 867,5 Mds	66,12%	3 banques réalisent 67% du total des 6
200>réalt°>100	4	582,8 Mds	20,63%	-
Réalt°<100 Mds	10	374 Mds	13,24%	-

Les emplois sont constitués par :

- les concours aux EIF : 167,3 Mds ;
- les opérations avec la clientèle : 2 657 Mds, soit 94% du total des emplois ; ce chapitre dominant se décompose comme suit :
 - effets de commerce : 120,6 Mds ;
 - autres crédits : 670,6 Mds dont 664 Mds de crédits ordinaires ;

- comptes ordinaires débiteurs : 379,7 Mds ;
- CMT : 1 040Mds, soit la plus grande part;
- CLT : 202 Mds :
- Créances en souffrance : 243,7Mds

3. EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DE PLACE DE 2012 A 2014

Dans ce qui suit, nous procédons à une analyse comparative des réalisations du système bancaire, chapitre par chapitre, de 2012 à 2014.

3.1. Quelques indications sur le système bancaire:

1.1 De 66 agences et bureaux en 1999, le réseau des banques est passé à 367 sites en 2013 et à plus de 378 en 2014. Ce chiffre témoigne de l'engagement et de la détermination des dirigeants de banques à étendre leurs services en dehors de la capitale qui toutefois, enregistre une forte concentration d'agences bancaires.

Le souhait ardent formulé pour accompagner ce dynamique déploiement profitable à l'amélioration de la bancarisation, est l'extension du réseau d'agences de la BCEAO qui en est deux sites en dehors de Dakar :

- l'agence de Kaolack ouverte en juin 1964
- l'agence de Ziguinchor ouverte en mai 1982.

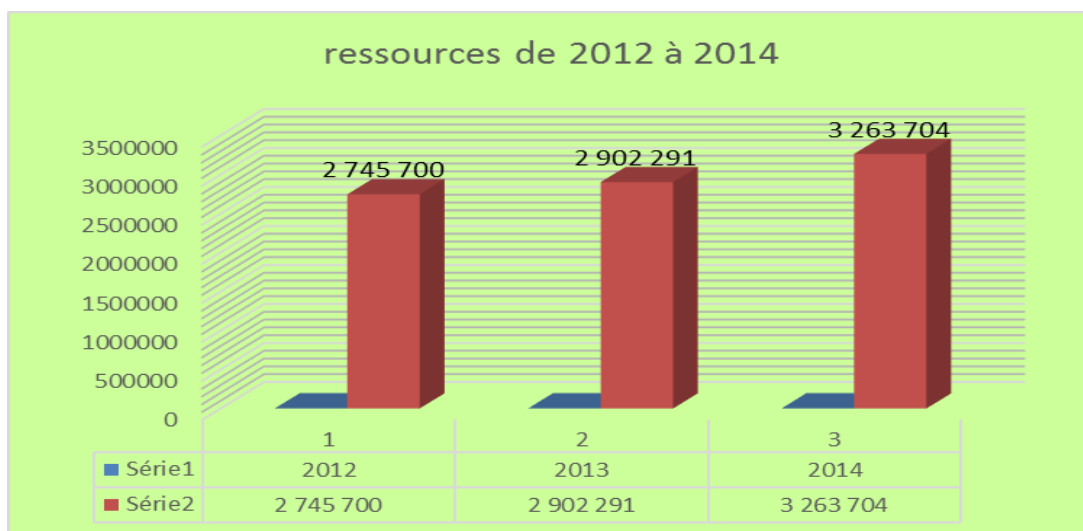
3.2. Les membres de l'APBEFS au 31/12/2014 :

- Banque Atlantique Sénégal,
- Banque de l'Habitat du Sénégal (BHS),
- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie au Sénégal (BICIS),
- Banque des Institutions Mutualistes d'Afrique de l'Ouest (BIMAO),
- Banque Islamique du Sénégal (BIS),
- Banque Nationale de Développement Economique (BNDE),
- Bank of Africa (BOA) – Sénégal,
- Banque pour le Commerce et l'Industrie – Sénégal,
- Banque Régionale de Marché (BRM) – Sénégal,
- Banque Sahélo Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC),
- Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS),
- Citibank Sénégal,
- Compagnie Bancaire de l'Afrique Occidentale (CBAO) Groupe Attijariwafa bank,
- Crédit du Sénégal (CLS),
- Crédit International,
- Diamond Bank Sénégal,
- Ecobank Sénégal,
- International Commercial Bank Sénégal (ICB),

- ORABANK Sénégal,
- Société Générale de Banque au Sénégal (SGBS),
- United Bank for Africa Sénégal,
- Alios Finance Sénégal, LOCAFRIQUE.

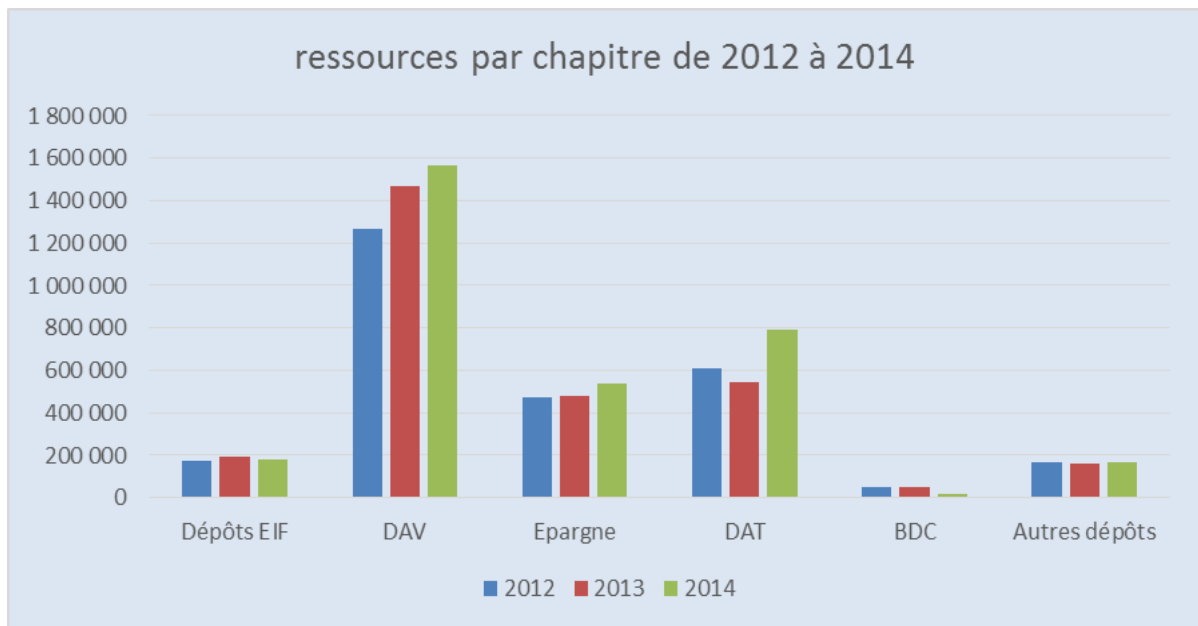
Le 22 janvier 2015, BGFI Sénégal a reçu son agrément en qualité de banque, soit au total à ce jour 24 établissements établis au Sénégal.

3.3. Analyse comparative sur les ressources



Le niveau des ressources s'est amélioré d'année en année de 2012 à 2014. Il est passé de 2 745,7 Mds en 2012 à 2 902,2 Mds en 2013 avant d'atteindre 3 263,7 Mds en 2014, soit une progression de 12,45% de 2013 à 2014.

Cette progression globale est la résultante de l'évolution de plusieurs chapitres qui n'ont pas connu les mêmes niveaux de variation:



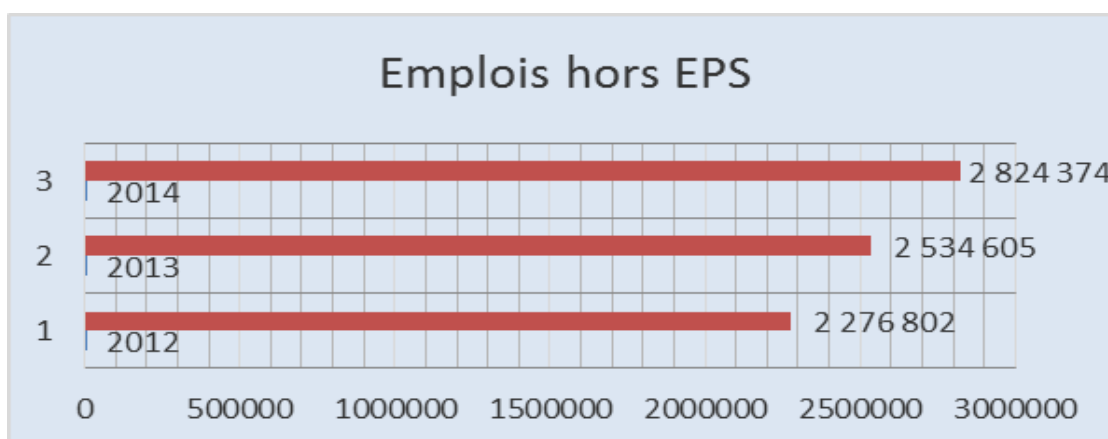
- les ressources captées sur les Etablissements et Institutions Financières (EIF) ont enregistré un repli (-5,29%), passant de 192,8 Mds en 2013 à 182,6 Mds en 2014 ;
- les Autres Agents Economiques, AAE (Etat et organismes assimilés, sociétés d'Etat, entreprises, particuliers) sont les principaux contributeurs; le niveau des ressources qu'ils procurent augmente d'année en année : 2 569,7 Mds en 2012 ; 2 709,4 Mds en 2013 et 3 081 Mds en 2014, ce qui traduit la confiance que la clientèle place en son système bancaire. Symboliquement, la barre des 3 000 Mds est franchie soit plus que le budget 2015 de l'Etat du Sénégal arrêté à 2 869 Mds. Sous ce chapeau principal des AAE, nous distinguons :
 - les dépôts à vue (DAV) : c'est la principale ligne des AAE par le volume même si elle connaît une faible progression de 2013 à 2014 où elle passe de 1 471,1 Mds à 1 565,9 Mds soit 6,45% de variation à la hausse;
 - les dépôts d'épargne (DEP) : ils enregistrent de 2013 à 2014 une progression de 56,4 Mds en valeur absolue et 11,75% en valeur relative ;
 - les dépôts à terme (DAT) : ils enregistrent une nette hausse passant de 547 Mds en 2013 à 791,4 Mds en 2014, soit 44,68% de progression ; cette bonne performance vient après une évolution de -10% de 2012 à 2013, années pour lesquelles les réalisations sont respectivement de 608 Mds et 547 Mds ;
 - les bons de caisse (BDC) : dans notre précédente livraison nous annoncions le recul drastique de ce produit ; cette tendance se confirme et se poursuit ; le total des BDC passe de 49,1 Mds en 2013 à seulement 18,1 Mds en 2014, soit une importante variation de - 63,03% .

Les ressources évoluent certes favorablement mais non sans quelques soucis pour le système bancaire :

- difficultés à mobiliser l'épargne
- coût des ressources
- fiscalité non incitative sur les ressources
- faiblesse des ressources longues

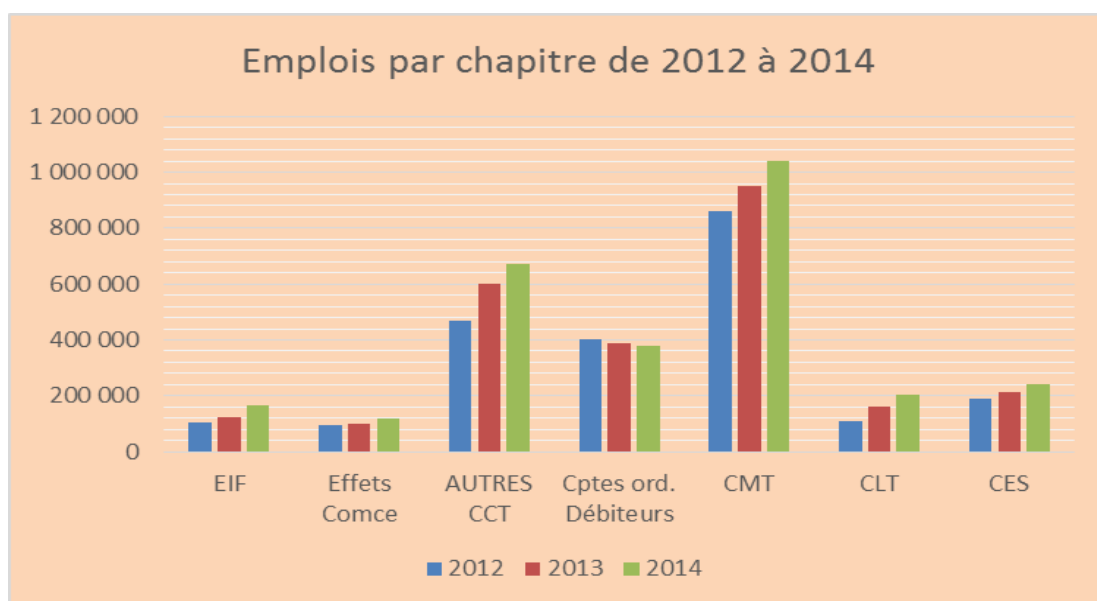
- ratio de liquidité encore pesant malgré les aménagements récents apportés par la BCEAO ;
- conditions d'accès au marché financier sous régional.

3.4. Analyse comparative sur les emplois hors EPS



Les emplois sont passés de 2 276,8 Mds en 2012 à 2 534,6 Mds en 2013 pour se positionner à 2 824,3 Mds en 2014, soit presque autant que le budget 2015 de l'Etat arrêté à 2 869 Mds. Ainsi, pour l'exercice clos au 31/12/2014, la profession a distribué 289,7 Mds de crédit de plus par rapport à celui d'avant, soit une progression de 11,43%.

Dans la masse globale des emplois, ceux à la clientèle constituent la part essentielle. Ils concentrent 95,36% du total des emplois en 2012, puis 95,21% en 2013 et 94,07% en 2014. Les différentes lignes d'emplois ont évolué comme suit:



- portefeuille d'effets de commerce : essentiellement constituée de crédits ordinaires, cette ligne a régulièrement progressé avec des réalisations de 96,1 Mds en 2012, puis 101,8 Mds en 2013 et 120,6 Mds en 2014, cette dernière année marquant une bonne progression de 18,44% par rapport à celle de 2013, ce qui traduit un recours plus important à l'escompte d'effets de commerce, traduisant ainsi le dynamisme du secteur du commerce et du service;
- autres crédits à court terme : ici on relève une progression de 11,60% de 2013 à 2014, deux années qui ont respectivement enregistré 600,9 Mds et 670,6 Mds ; le niveau de 469,4 Mds de 2012 est largement dépassé ;
- comptes ordinaires débiteurs : cette ligne est la seule à avoir connu un recul d'exerce en exercice depuis 2012, année qui a enregistré des réalisations de 400,2 Mds retombées à 387,7 Mds en 2013 et encore à 379,7 Mds en 2014. De 2013 à 2014, la variation est -2,07% ; on pourrait y voir une meilleure maîtrise de ces types de concours à risque élevé, à recouvrement incertain et entraînant souvent des clôtures de multitudes de comptes engendrant des pertes de produits ;
- crédits à moyen terme (CMT): à l'inverse de la ligne précédente, les CMT ont progressé de 9,23% de 2013 à 2014 avec des réalisations respectivement de 952,2 Mds et 1 040,1 Mds. Déjà en 2012 le total des emplois sur cette ligne s'affichait à 862,1 Mds. De tous les types d'emplois, les CMT sont les plus importants en termes de montants de concours octroyés;
- crédits à long terme (CLT) : de montants plus faibles faute essentiellement de ressources longues et d'une bonne visibilité à terme, les CLT continuent néanmoins de progresser d'année en année : 111,3 Mds en 2012, 159,5 Mds en 2013 et 202 Mds en 2014 ; la progression de 2013 à 2014 est de 26,66% et celle de 2012 à 2014 pointe à 81,50% ;
- créances en souffrance : ici aussi on relève une évolution à la hausse, comme pour s'aligner sur la cadence des engagements ; l'importance des montants (210,8 Mds en 2013 et 243,7 Mds en 2014, soit +15,61% de variation) ne manque pas de susciter des questionnements au sein de la profession, notamment sur le concept de crédit et sa compréhension par certains bénéficiaires de crédit, sur le cadre juridique, le respect ou plutôt le non-respect des engagements pris, les multiples difficultés et les nombreux obstacles qui entravent le recouvrement.

4. CONCLUSION

Au regard des chiffres des emplois et des ressources, le système bancaire du Sénégal qui grossit en nombre d'établissements et en taille réseau, accroît ses interventions d'année en année dans la distribution de crédits pour faire face à des besoins de plus en plus importants tant de l'Etat que des entreprises et des personnes physiques.

Les ressources globales de 3 263,7 Mds au 31/12/2014 couvrent les emplois (hors EPS) dont le total fait 2 824,3 Mds à la même date. Toutefois, ces ressources sont constituées principalement par les dépôts à vue de 1 565,9 Mds qui font 47,98% du total alors que les emplois sont dominés par les CMT d'un total de 1 040,1 Mds, soit 36,82% des engagements globaux (hors EPS).

